

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION - 2015-1			
RÉUNION		COMITÉ CONSULTATIF DES SERVICES D'AIDE TEMPORAIRE (CCSAT)	
LIEU	Place du Portage, Phase III, Tour C, Salle de conférence 12C1-101A	DATE	Le 20 janvier 2015
		HEURE	De 13 h 30 à 16 h
ORDRE DU JOUR DE LA RÉUNION			
1. Mot d'ouverture 2. Acceptation du procès-verbal de la réunion du CCSAT du 9 septembre 2014 3. Membres du Comité - Mise à jour prévue 4. Le point sur la Stratégie nationale pour les SAT (approvisionnement en biens et services) 5. Le point sur les invitations de SAT 6. Le point sur l'utilisation des SAT 7. Affaires nouvelles 8. Tour de table 9. Prochaine réunion 10. Levée de la séance			
PARTICIPANTS À LA RÉUNION			
NOM	ORGANISATION/PROJET ET RÔLE		PRÉSENT(E)
REPRÉSENTANTS DES FOURNISSEURS (Industrie des SAT)			
Meredith Egan (The AIM Group Inc.)	Association nationale des entreprises en recrutement et placement du personnel (ANERPP)		✓
Eric Joannis (CLA Personnel, & V.-P. du chapitre d'Ottawa, ANERPP)	ANERPP		✓
Jeremy Ingle (Brican Personnel Inc.)	ANERPP		✓
Paul Gagnon	Portage Personnel Inc.		✓
Dan Moorcroft	QMR Consulting & Professional Staffing		✓
REPRÉSENTANTS DES CLIENTS (Ministères fédéraux)			
Roland Dimitriu	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)		✓
Ray Paquette (Remplaçant de R. Dimitriu)	TPSGC		
Caroline Carson	Santé Canada		✓
Brenda Harlow	Ressources naturelles Canada (RNCan)		
REPRÉSENTANTS DES POLITIQUES ET PROCESSUS (Direction générale des approvisionnements de TPSGC)			
Michael Conway (Directeur intérimaire, Direction de la stratégie d'approvisionnement et de la gestion du rendement [DSAGR])	Bureau des petites et moyennes entreprises et de l'engagement stratégique (BPME-ES)		✓
Helen Seto (Chef d'équipe	BPME-ES		✓

d'approvisionnement, Division de la gestion de la stratégie d'approvisionnement [DGSA], DSAGR)		
Adam Albahrani (En remplacement d'Helen Seto)	BPME-ES	
Lynn Ménard (Directrice principale, Direction de la gestion des comptes d'approvisionnement [DGCA])	BPME-ES	✓
Janice MacDonald (Coprésidente et directrice principale, Direction de l'acquisition des services professionnels [DASP])	Secteur de la gestion de l'approvisionnement en services et en technologies (SGAST)	✓
Rose Spirito (Vice-présidente et gestionnaire, Direction des stratégies d'acquisition [DSA], DASP)	SGAST	✓
Mark Newman (Secrétaire et chef d'équipe d'approvisionnement, DSA, DASP)	SGAST	✓
Stephanie Riley (Chef d'équipe d'approvisionnement intérimaire, DSA, DASP)	SGAST	
INVITÉS		
Normand Masse (Directeur général)	SGAST, Direction générale de l'approvisionnement (DGA), TPSGC	
Compte rendu		
1. Mot d'ouverture		
<ul style="list-style-type: none"> La présidente du Comité, Janice MacDonald, souhaite la bienvenue à tous les participants et signale que Normand Masse, directeur général, Secteur de la gestion de l'approvisionnement en services et en technologies (SGAST) ne pouvait pas participer à la réunion. Présentations à tour de rôle. 		
2. Adoption du compte-rendu de la réunion du CCSAT du 9 septembre 2014		
<ul style="list-style-type: none"> Tous les membres sont d'accord. Le compte rendu de la réunion du 9 septembre 2014 du CCSAT est approuvé. Certains membres se disent préoccupés que le compte rendu soit trop détaillé et que l'ébauche n'ait pas été distribuée aux membres en temps utile. Les procès-verbaux des précédentes réunions du CCSAT sont disponibles sur le site Achatsetventes.gc.ca à l'adresse suivante : https://buyandsell.gc.ca/cds/public/2014/06/27/9c0e773317a63b66f995e1cb095882c8/minutes_of_meetings_-_francais.zip 		

MESURES DE SUIVI :

- TPSGC réduira le niveau de détails consignés dans les prochains comptes rendus des réunions.
- Lorsque possible, TPSGC distribuera l'ébauche des comptes rendus de chaque réunion du CCSAT au moins un mois avant la prochaine réunion.
- TPSGC restructurera la manière dont les copies PDF des comptes rendus des réunions du CCSAT sont sauvegardées sur Achatsetventes.gc.ca, et fournira un lien vers ce dépôt sur le site des SAT.

3. Membres du Comité - Mise à jour prévue

- Le secrétaire présente la mise à jour prévue par TPSGC de la composition des membres du CCSAT, qui passera de 15 membres, actuellement, à 20 membres. Si le changement est mis en œuvre, le nombre de membres par groupe d'intérêt sera modifié comme suit : les membres représentant les fournisseurs passeront de 5 à 10, les membres représentant les clients passeront de 3 à 6 et les membres représentant les politiques et les processus passeront de 7 à 4.
- On signale que le mandat du CCSAT précise ceci : *pour ce qui est des membres représentant les intérêts des fournisseurs, la préférence sera accordée à une personne représentant une association industrielle plutôt qu'à une personne représentant une entreprise individuelle*. Il s'agit d'une préférence.
- On discute de la composition proposée des membres et les représentants formulent des recommandations et soulèvent des questions à des fins de considération.

MESURES DE SUIVI :

- Les membres qui souhaitent formuler des commentaires additionnels concernant la mise à jour de la composition des membres du CCSAT peuvent le faire jusqu'au 31 janvier 2015.
- TPSGC continuera de peaufiner et d'étudier les options pour la mise à jour de la composition des membres du CCSAT et il prendra une décision sur la manière d'aller de l'avant.
- TPSGC enverra un courriel à tous les fournisseurs et aux clients des SAT qui ont exprimé leur intérêt à participer au CCSAT pour annoncer la composition mise à jour des membres du Comité.
- Par le biais d'un lien vers Achatsetventes.gc.ca, TPSGC annoncera par courriel la nouvelle composition des membres du CCSAT sur à tous les fournisseurs préqualifiés des SAT, à tous les ministères fédéraux de la RCN et à tous les utilisateurs fédéraux des SAT actuellement inscrits dans la RCN.
- TPSGC invitera tous les membres du CCSAT (y compris les nouveaux membres) à la prochaine réunion du Comité.

4. Le point sur la Stratégie nationale pour les SAT (approvisionnement en biens et services)

- Michael Conway fait le point sur la Stratégie nationale pour les SAT (approvisionnement en biens et services).
- Il explique que les travaux se poursuivent afin de peaufiner les questionnaires sur les SAT (un pour les fournisseurs et un pour les clients), et que les révisions ont déjà été effectuées pour s'assurer que les questions ne demandent pas des opinions. Il indique que les questionnaires devraient être terminés d'ici la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2014-2015. En outre, l'approbation de la haute direction, nécessaire pour entreprendre les consultations, devrait être obtenue d'ici la fin de l'exercice.
- Puisque les questionnaires visent les activités liées aux approvisionnements, ils ne sont pas assujettis à l'approbation de la Direction de la recherche sur l'opinion publique (DROP).
- Les questionnaires des SAT seront diffusés en tant que demande de renseignements (DDR) pendant huit à dix semaines.
- Michael Conway explique que l'objectif de la Stratégie nationale pour les SAT est de rendre les processus d'approvisionnement et de prestation des SAT plus faciles, plus efficaces et plus uniformes.
- Les membres représentant les fournisseurs expriment leur appui à la rationalisation de la méthode d'approvisionnement des SAT. On suggère également que la simplification et l'uniformité pourraient être obtenues en utilisant une interface Web et un logiciel pour traiter les besoins et les commandes des SAT.
- La présidente fait remarquer que l'invitation à se qualifier (IQ) pour la solution d'approvisionnement électronique sera bientôt diffusée sur Achatsetventes. Alors que les contraintes et les efficacités potentielles associées à la solution d'approvisionnement électronique deviennent de plus en plus apparentes, on devra en tenir compte alors qu'on rédige la Stratégie nationale d'approvisionnement pour les SAT.

5. Le point sur les invitations de SAT

T2 (EF 2014-2015) Mises à jour

- Trois réponses à la DOC (deux de nouveaux fournisseurs et un d'un titulaire existant); les trois ont été jugées conformes.
- Quatre réponses à la DAMA (trois de nouveaux fournisseurs et un d'un titulaire existant); les quatre ont été jugées conformes.
- Après la mise à jour du T2, le nombre total de détenteurs d'OC des SAT est de 171 et de titulaires d'AMA est de 181.

MESURES DE SUIVI :

- TPSGC accepte de faire rapport du nombre de détenteurs d'OC et d'AMA des SAT qui détiennent à la fois une OC et un AMA à la prochaine réunion du CCSAT. **Nota** : Après la mise à jour du T3, il y avait 172 détenteurs d'OC et 181 titulaires d'AMA; 165 des détenteurs d'OC des SAT détenaient également un AMA des SAT, et 7 qui n'avaient pas d'AMA des SAT, et 16 titulaires d'AMA des SAT ne détenaient pas d'OC des SAT.

T3 [EF 2014-2015] Mises à jour

- Ouvertes à l'industrie des SAT du 1^{er} octobre 2014 au 5 janvier 2015.
- Publiées et accessibles sur le site Web Achats et ventes.
Demande d'offres à commandes (DOC) : E60ZN-110002/F :
<https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-ZN-002-26793>
Demande d'arrangements en matière d'approvisionnement [DAMA] : EN578-060502/I
<https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-ZN-004-26794>
- Évaluations, attributions, comptes rendus et les clôtures seront effectués du 6 janvier 2015 au 31 mars 2015.

6. Le point sur l'utilisation des SAT

- Un sommaire mis à jour des données du rapport d'utilisation trimestriel [RUT] des SAT, y compris les données pour le T2 de 2014-2014 est présenté.
- Selon les données du RUT en date du 19 janvier 2015, l'utilisation des OC et des AMA des SAT pour le T2 de l'EF 2014-2015 était de 54 % et de 46 % respectivement, ce qui indique une légère augmentation dans l'utilisation des AMA par rapport aux trimestres précédents.
- On présente également les données suivantes pour le T3 de l'EF 2014-2015 pour les OC et les AMA des SAT :
 - Volume d'affaire par fournisseur [top 15]
 - Volume d'affaire par ministère et organisme fédéral [top 15]

7. Autres points

Comité consultatif des fournisseurs [CCF] - Le point sur les attestations de sécurité

- Lynn Ménard, BPME-ES a participé à la réunion du CCF du 26 novembre 2014 et elle fait état de l'exposé présenté par Jennifer Stewart, directrice générale, SSI et de la discussion qui a suivi. Voici les points saillants :
 - À la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC), trois quarts de travail sont consacrés à la réduction de l'arriéré dans les demandes d'attestation de sécurité.
 - Les investissements financiers sont effectués pour améliorer le système pour le traitement des demandes d'attestation de sécurité.
 - Une étude sur les processus allégés est prévue pour les rationaliser.
 - TPSGC a presque terminé un plan d'action proposé pour traiter les recommandations des fournisseurs, donc certains visent des enjeux liés à la DSIC.
 - La Gendarmerie royale du Canada (GRC) passera à l'identification dactyloscopique seulement [plus de vérification des noms].
 - Des vérifications des crédits obligatoires seront requises pour les ressources [pas les entreprises].
 - Les deux derniers points représentent des nouveaux défis auxquelles la DSIC est confrontée, et ils seront graduellement mis en œuvre au cours des prochaines années.
- Un membre représentant les fournisseurs expliquent que lorsqu'une attestation de sécurité est requise pour un contrat de SAT, la politique actuelle du gouvernement fédéral exige que les experts-conseil incorporés détiennent une

attestation de sécurité d'installations (ASI) et ce, même s'ils ont un contrat de sous-traitance auprès d'une entreprise qui détient déjà une ASI. Le membre est en désaccord avec cette politique. Il explique qu'exiger une ASI entraîne des délais et empêche les clients d'attribuer des contrats. Bien qu'il n'y ait pas d'indication au moment présent que le gouvernement fédéral envisage d'éliminer l'exigence relative aux ASI des experts-conseils, la DSIC prendra des mesures pour traiter l'arriéré des demandes d'attestation de sécurité et pour rationaliser les processus. Cela devrait permettre d'atténuer les délais dans le traitement des demandes d'ASI.

- Lynne Ménard souligne les préoccupations concernant les enjeux relatifs à la sécurité de la DISC à l'attention du Secrétariat du CCF pour faire l'objet d'une discussion à une réunion du CCF. Elle fournira également aux membres du CCSAT des mises à jour concernant les progrès de la DISC présentés ou discutés lors des réunions du CCF.

MESURES DE SUIVI :

- Régulièrement, lorsque le représentant du BMPE-ES membre du CCSAT a des renseignements à transmettre concernant les enjeux de la DISC soulevée aux réunions du CCF, un point correspondant sera inclus dans l'ordre du jour de la réunion à venir du CCSAT.

8. Tour de table

- Un membre représentant les fournisseurs indique que son entreprise a de la difficulté à recevoir des paiements du gouvernement fédéral dans le cadre d'un contrat précis. On conseille au membre de communiquer directement le responsable des SAT pour obtenir de l'aide.
- Le membre représentant les fournisseurs s'inquiètent également du fait que des ressources de SAT offertes par son entreprise ont été embauchées comme des employés occasionnels¹ par le gouvernement après avoir travaillé pendant 20 semaines dans le cadre d'un contrat ou commande subséquente des SAT. Conformément au paragraphe 6, Ententes en matière de dotation, Section II : Renseignements à l'intention des utilisateurs désignés, Annexe D - Protocole et normes pour les SAT visant les utilisateurs désignés et les fournisseurs des OC et des AMA des SAT : *Des frais de transfert ne seront pas payés après la période de 20 semaines suivant le début des services d'une commande subséquente ou d'un contrat. TPSGC répond en indiquant que l'embauche d'employés occasionnels est une question de dotation en RH, et que le gouvernement a l'option de les embaucher lorsque nécessaire.* Toutefois, on fait remarquer que si un client fait d'incessants allers-retours entre embaucher une ressource de SAT et un employé occasionnel, cela indique que le besoin du client n'est pas temporaire et qu'il ne devrait pas utiliser les SAT.

9. Prochaine réunion

- La date de la prochaine réunion du CCSAT reste à déterminer.
- On signale un intérêt pour avril 2015.

10. Levée de la séance

- La séance est levée autour de 16 h.

Pièces jointes :

- Dossier de présentation de la réunion du 20 janvier 2015.

¹ Une période d'emploi occasionnel ne devrait pas dépasser 90 jours de travail dans un ministère ou un organisme dans une année civile.